

**BUREAU VERITAS CONSTRUCTION TOURS**

8 allée Colette Duval

37100 TOURS

Tél : +33(0)6 84 10 99 68

Mél : vincent.alexis@bureauveritas.com

N° affaire : 23078703\_1-9CRWPSL

**Mission** : Coordination Sécurité et Protection de la Santé

**Opération :**

**Opération : Aménagement des unités UPAD et UHR du CH Jean Pagès à Luynes**

28 avenue du Clos Mignot  
37230 LUYNES

**Destinataire :**

CENTRE HOSPITALIER JEAN PAGES

Emmanuelle GOUPIL TERPEREAU

avenue du Clos Mignot


37230 LUYNES

**Plan Général de Coordination**

**P.G.C.**

**Opération de catégorie : 2**



Date d'établissement ou de modification	Rév.	Objet de la mise à jour	Rédacteur
27/02/2025	Rev0	Edition du document	Vincent ALEXIS
19/03/2025	Rev1	Mise à jour du document (Construction après 1994)	Vincent ALEXIS 

## SOMMAIRE

<b>0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION .....</b>	<b>4</b>
<b>1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION .....</b>	<b>6</b>
<b>1.1. Présentation du projet .....</b>	<b>6</b>
1.1.1. Objet de l'opération .....	6
1.1.2. Mode de consultation des entreprises .....	6
1.1.3. Délai prévisionnel de chantier .....	6
1.1.4. Démarche environnementale .....	6
1.1.5. Prévision du nombre de lots .....	7
1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier .....	7
<b>1.2. Présentation des intervenants .....</b>	<b>7</b>
<b>2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS .....</b>	<b>8</b>
<b>2.1. Principe des séquences d'interventions .....</b>	<b>8</b>
<b>2.2. Inspections Communes .....</b>	<b>8</b>
<b>2.3. PPSPS .....</b>	<b>8</b>
2.3.1. Pénalités .....	9
<b>2.4. Sous-traitance .....</b>	<b>9</b>
2.4.1. Déclaration des sous-traitants .....	9
2.4.2. Transmission du PGC .....	9
2.4.3. Obligation du sous-traitant .....	10
<b>2.5. Intérimaires .....</b>	<b>10</b>
<b>2.6. Accueil des entreprises « location avec chauffeur » .....</b>	<b>10</b>
<b>2.7. Travailleurs indépendants art L4535-1 .....</b>	<b>10</b>
<b>2.8. Protections individuelles .....</b>	<b>10</b>
<b>2.9. Modalité d'accueil des salariés .....</b>	<b>10</b>
<b>2.10. Modalités de visite du chantier par des tiers .....</b>	<b>11</b>
<b>3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE .....</b>	<b>12</b>
<b>3.1. Accès au site et réseaux provisoires .....</b>	<b>12</b>
<b>3.2. Emprise de chantier .....</b>	<b>13</b>
3.2.1. Clôture et portail .....	13
3.2.2. Accès .....	13
3.2.3. Circulations .....	14
3.2.4. Signalisation .....	16
3.2.5. Stationnements .....	16
3.2.6. Stockage .....	17
3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie) .....	17
3.2.8. Cantonnements et entretien .....	18
<b>3.3. Nettoyages (hors cantonnement) .....</b>	<b>19</b>
3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier .....	19
3.3.2. Plan d'installation de chantier .....	19
<b>3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier .....</b>	<b>20</b>
<b>4. MESURES DE COORDINATION SPS .....</b>	<b>21</b>
<b>4.1. Définition des séquences d'interventions .....</b>	<b>21</b>
<b>4.2. Analyse de risques .....</b>	<b>22</b>
<b>4.3. Co-activités et protections collectives .....</b>	<b>25</b>
4.3.1. Organisation de la sécurité collective .....	25
4.3.2. Déplacement de protection collective .....	26
4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise .....	26
4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles .....	26
<b>4.4. Equipement de levage .....</b>	<b>27</b>
4.4.1. Autorisation de survol .....	27
4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention .....	27
<b>4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site .....</b>	<b>27</b>

4.5.1. Approvisionnements et stockage .....	27
4.5.2. Travaux superposés .....	27
4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux .....	27
4.5.4. Protection contre le bruit .....	28
4.5.5. Protection contre l'incendie .....	28
4.5.6. Travaux en hauteur .....	28
4.5.7. Echafaudage, tour escalier .....	28
4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins .....	29
<b>4.6. Moyens communs .....</b>	<b>30</b>
4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur .....	30
4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier .....	30
4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels .....	30
4.6.4. Protection des accès – Auvents .....	30
<b>4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets .....</b>	<b>30</b>
<b>5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER .....</b>	<b>32</b>
5.1. Stockages sur le chantier .....	32
5.2. Nettoyage .....	32
5.3. Enlèvement des déchets .....	32
5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires .....	32
5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés .....	33
5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise .....	33
<b>6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION .....</b>	<b>34</b>
6.1. Déclarations particulières .....	34
6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération .....	34
6.3. Risques par rapport à un chantier voisin .....	34
6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure .....	34
6.5. Prévention incendie et explosion, Permis de feu .....	35
6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages .....	35
6.7. Cas particulier .....	35
<b>7. ORGANISATION DES SECOURS .....</b>	<b>36</b>
7.1. Téléphone de secours .....	36
7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.) .....	36
7.3. Travail isolé .....	36
7.4. Procédure d'organisation des secours .....	36
7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident .....	36
7.6. Point de rencontre secours .....	36
7.7. Modèle de fiche de secours .....	37
<b>ANNEXES AU P.G.C. ....</b>	<b>38</b>

## **0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION**

Articles L.4121-2 & 3 et L.4531-1 du Code du Travail

1. Eviter les risques ;
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
3. Combattre les risques à la source ;
4. Adapter le travail de l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment d'atténuer le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
5. Tenir compte de l'état de l'évolution de la technique ;
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou ce qui est moins dangereux ;
7. Planifier la prévention en visant un ensemble cohérent qui intègre dans la prévention la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants au travail ;
8. Prendre les mesures de protection collective par priorité à des mesures de protection individuelle ;
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs ;

**Les articles L 4121-2 & 3 et 4531-1, imposent au Maître d'Ouvrage, aux Maîtrises d'Œuvres (Architectes, OPC etc...) et au Coordonnateur SPS, la prise en compte des Principes Généraux de Prévention.**

Les différents entrepreneurs doivent prendre parfaite connaissance du présent document, en retirer les éléments nécessaires à la mise au point de leur proposition et se conformer rigoureusement lors de l'exécution des travaux, aux dispositions qu'il contient.

Les prestations définies dans ce document font partie intégrante du marché de chaque entreprise.

Les éléments contenus dans le présent document ont un caractère obligatoire. Les entreprises contractantes y compris les sous-traitants et travailleurs indépendants doivent en tenir compte notamment pour l'élaboration de leurs PLANS PARTICULIERS DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.P.S.P.S.).

En matière de sécurité et de protection de la santé du personnel, les entreprises ont non seulement une obligation de moyen, mais également une obligation de résultat.

La tenue des délais ne saurait en aucun cas être un motif d'infraction aux règles de sécurité. Les entreprises sont par conséquent tenues de prévoir et de mettre en œuvre les moyens compatibles avec la sécurité et les délais.

Article L.4532-6 du code du travail :

L'intervention du Coordonnateur SPS ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités qui incombent en application des autres dispositions du Code du Travail à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

Le coordonnateur a été nommé en phase **Conception**

Ce PGC a été réalisé sur la base :

- des documents fournis par la Maîtrise d'ouvrage en phase APD et phase PRO

# 1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION

## 1.1. Présentation du projet

### 1.1.1. Objet de l'opération

Aménagement des unités UPAD et UHR Centre Hospitalier Jean Pagès – Luynes (37)

Les travaux se dérouleront en 4 phases :

- 1ère phase : curage d'une chambre UHR pour création d'une extension
- 2ème phase : curage de 8 chambres UPAD, locaux techniques et salle à manger pour réaménagement
- 3ème phase : curage de la salle à manger UHR et de locaux pour création de nouvelles chambres UHR et UPAD
- 4ème phase : curage d'une chambre UPAD pour création d'une salle d'activité

Les travaux comprendront des démolitions, des percements, des reprises structurelles, l'évacuation des déchets et la mise en sécurité des usagers pendant les travaux.

Des extensions sont prévues, avec des travaux de terrassement, de fondations, de superstructure, de charpente, d'étanchéité et de façades.

Les menuiseries extérieures, intérieures, le cloisonnement, les revêtements de sols et peintures seront également repris.

Les installations techniques (plomberie, chauffage, climatisation, électricité, VRD) seront adaptées et complétées pour les extensions et restructurations.

Des options sont prévues, notamment pour le remplacement de certains équipements et le traitement des espaces extérieurs.

### 1.1.2. Mode de consultation des entreprises

Mode de consultation des entreprises : A.O.

Mode de passation des marchés : lots séparés.

Type de marchés : publics

### 1.1.3. Délai prévisionnel de chantier

Date prévisionnelle de début des travaux : 5 mai 2025

Durée prévisionnelle de réalisation (mois) : 22

Phasage des travaux: Travaux réalisés en 4 phases.

### 1.1.4. Démarche environnementale

Valorisation des déchets :

- Gestion de bennes et tri sélectif

L'entreprise de GROS OEUVRE prendra à sa charge l'organisation ainsi que la gestion des déchets et bennes de chantier (règlements des rotations au titre du compte prorata). L'entreprise s'assurera que l'ensemble des entreprises respecteront le tri sélectif des déchets.

Le chantier fait l'objet d'un tri sélectif des déchets comprenant :

- 1 benne pour D.I. (Déchets Inertes),
- 2 bennes pour D.I.B. (Déchets Industriels Banals),
- 1 benne pour métaux,
- 1 benne pour les bois non-traités.

Le chantier fait l'objet d'une organisation particulière, au niveau de :

- la signalétique indiquant la nature des déchets à déposer,
- de l'état de propreté de l'ensemble du chantier, en particulier aux abords des aires de dépôt des déchets,
- de l'information du personnel des entreprises.

Les bennes à gravats est en permanence sur le chantier, pendant toute la durée des travaux, à la diligence

du lot Gros-oeuvre. Les frais de remplacement des bennes et d'évacuation de celles-ci sont à prévoir au titre du compte prorata et ce pendant toute la durée du chantier .

Chaque entreprise doit veiller quotidiennement au tri et à l'évacuation dans les bennes à gravats de ses propres délivres.

Les allées de circulation et les accès aux postes de travail restent exempts de tout encombrement pour permettre le transfert des charges au moyen d'équipements adaptés (chariots, diables, aides techniques pour mise en oeuvre des matériaux, etc.) depuis la zone de stockage ou de déchargement jusqu'à pied d'oeuvre

### 1.1.5. Prévision du nombre de lots

Nombre de lots (estimation) : 12 lots :

- Lot 01 : GROS OEUVRE
- Lot 02 : CHARPENTE / COUVERTURE / ETANCHEITE
- Lot 03 : RAVALEMENT
- Lot 04 : MENUISERIES EXTERIEURES ALUMINIUM / SERRURERIE
- Lot 05 : MENUISERIES INTERIEURES BOIS
- Lot 06 : CLOISONS SECHES / DOUBLAGE / PLAFONDS SUSPENDUS
- Lot 07 : REVETEMENTS DE SOLS SOUPLES
- Lot 08 : PEINTURE / REVETEMENTS MURAUX
- Lot 09 : PLOMBERIE SANITAIRE / CVC
- Lot 10 : ELECTRICITE COURANTS FORTS - COURANTS FAIBLES
- Lot 11 : VRD / ESPACE VERT
- Lot 12 : FLUIDES MEDICAUX

### 1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier

Effectif prévisible du personnel de chantier (estimation) : Effectif prévisible du personnel de chantier (estimation) : 20 personnes en pointe  
 Dimensionnement du cantonnement à prévoir en conséquence.

## 1.2. Présentation des intervenants

Activité	Entreprise	Adresse	Média diffusion	Interlocuteur
Maîtrise d'ouvrage	CENTRE HOSPITALIER JEAN PAGES	avenue du Clos Mignot 37230 LUYNES	e.goupil@chu-tours.fr	Emmanuelle GOUPIL TERPEREAU
Maîtrise d'œuvre	IVARS & BALLE	19 rue Jules Charpentier 37000 TOURS	ronda.jf@ivars-ballet.fr	Jean-François RONDA
Coordonnateur SPS	BUREAU VERITAS CONSTRUCTION TOURS	8 allée Colette Duval 37100 TOURS	06 84 10 99 68 vincent.alexis@bureauveritas.com	Vincent ALEXIS
CARSAT	CARSAT	31 r Jacques Marie Rougé 37000 TOURS	regis.bouland@carsat-centre.fr	M BOULAND
Inspection du travail	INSPECTION DU TRAVAIL- U.T. 37	8, rue Alexander Fleming 37000 TOURS		L'inspecteur (rice)
OPPBTP	OPPBTP - Agence d'Orléans	83, boulevard de la Salle 45800 SAINT JEAN DE BRAYE		M. LE CORRESPONDANT

Liste complète des entreprises en pièce jointe

## 2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS

Ce paragraphe ne se substitue pas aux modalités pratiques de coopération qui sont jointes par le MO aux contrats de tous les intervenants.

### 2.1. Principe des séquences d'interventions

Les séquences permettent d'identifier les principaux risques ayant une influence sur le calendrier détaillé des travaux et l'organisation du travail des entreprises concernées pour définir les mesures de prévention à mettre en œuvre et de préparer les Inspections Communes.

Le chantier se décompose en séquences successives.

### 2.2. Inspections Communes

L'**Inspection Commune de la séquence** est réalisée au cours de cette réunion, avec l'analyse de la coactivité.

A cette réunion, les entreprises et leurs sous-traitants devant intervenir dans la séquence doivent **OBLIGATOIREMENT** être présents afin de réaliser leur Inspection Commune.

Les Inspections Communes ne seront réalisées que lors de ces réunions.

Il est rappelé aux entreprises, qu'en cas de non réalisation de l'Inspection Commune, il leur est formellement interdit d'intervenir sur le site.

**Pour un sous-traitant qui ne serait pas encore désigné avant cette réunion :**

- **L'inspection Commune devra être programmée avec le CSPS en respectant un délai de prévenance incompressible de 8 jours ouvrés (art R.4532-62 du Code du Travail).**
- **L'inspection Commune sera faite en présence du titulaire du lot.**

L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie en rien la responsabilité des entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé vis-à-vis des tiers et de leur personnel.

Avant le début de son intervention sur le chantier, chaque entreprise titulaire, chaque entreprise sous-traitante ou chaque travailleur indépendant respecte les dispositions suivantes :

- OBLIGATION de participer à la visite d'INSPECTION COMMUNE conduite par le coordonnateur SPS,
- REMISE au coordonnateur SPS de son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la santé (PPSPS), approprié et conforme au présent PGC SPS à l'issue de la VIC.

Les dates d'intervention des entreprises titulaires de lots sont communiquées au coordonnateur SPS par le maître d'œuvre dans un délai compatible avec l'organisation des visites précitées.

Pour les entreprises titulaires de lots faisant appel à un ou plusieurs sous-traitants ou travailleur indépendant, les dates d'intervention de ceux-ci sont communiquées au coordonnateur SPS par l'entreprise titulaire.

### 2.3. PPSPS

Conformément aux obligations de la loi du 31 décembre 1993 et de son décret du 26 décembre 1994, chaque entreprise intervenant sur le chantier est tenue d'établir un PPSPS. **Conformément à l'article L 4532-9, sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous-traitantes, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au coordonnateur.**

Le Maître d'Ouvrage transmet le PGC à l'entrepreneur dans le cadre du dossier du marché de consultation, le PGC sert de base à l'établissement du PPSPS.

La mise à jour du PPSPS avant d'engager les travaux, doit tenir compte des observations résultantes de la visite d'inspection commune avec le Coordonnateur SPS.



L'entreprise chargée du gros œuvre ou le lot principal et ceux ayant à exécuter des travaux à risques particuliers mettent à disposition leurs PPSPS aux autres entreprises sur le chantier.

### 2.3.1. Pénalités

L'intervention sur le chantier sans diffusion du P.P.S.P.S au Coordonnateur SPS entraînera l'application des pénalités prévues par le Maître d'Oeuvre pour non remise de document. L'expulsion immédiate de l'entreprise concernée pourra être demandée, si cette dernière ne respecte pas les règles élémentaires pour assurer la sécurité de son personnel, ne respecte pas les installations communes et le travail des autres entreprises.

S'il s'agit d'un sous-traitant, la pénalité sera appliquée à l'Entreprise ayant sous-traité ses travaux et le sous-traitant sera expulsé.

Art. L. 4722-6 : Sont punis d'une amende de 4500 € les travailleurs indépendants, ainsi que les employeurs lorsqu'ils exercent eux-mêmes, une activité sur un chantier de bâtiment ou de génie civil, qui n'ont pas mis en oeuvre les obligations qui leur incombent en application des articles L. 4111-6, L.4411-1, L. 4532-5, L.4532-6 et L. 235-18 du code du travail

Se conformer aux pièces écrites du marché.

## 2.4. Sous-traitance

Les entreprises titulaires de lots qui envisagent de faire intervenir un ou plusieurs sous-traitants ou travailleurs indépendants respectent la règle suivante :

- L'entreprise concernée adresse quatre semaines au préalable sa demande au maître d'œuvre qui la transmet au maître d'ouvrage.
- L'agrément est confirmé à l'entreprise par le maître d'ouvrage qui informe en copie le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS qui conduit la visite d'inspection commune.

Toute entreprise ou travailleur indépendant qui ne respecte pas ces dispositions se voit interdire l'accès au chantier par le maître d'œuvre.

### 2.4.1. Déclaration des sous-traitants

L'entreprise a l'obligation de déclarer au maître d'ouvrage tout sous-traitant qu'elle prendrait pour réaliser une partie des travaux. Cette déclaration indique la nature précise des prestations sous-traitées.

Les coordonnées des sous traitants doivent être adressées par le maître d'ouvrage au CSPS pour l'organisation de l'inspection commune.

Les entreprises qui ont l'intention de sous-traiter doivent s'assurer que les prestations de service ne sont en aucune façon des prêts de main-d'œuvre qui pourraient constituer un délit de marchandage (art. L.8231-1 du Code du Travail).

### 2.4.2. Transmission du PGC

L'entrepreneur qui fait exécuter, tout ou partie, du contrat conclu avec le Maître d'Ouvrage par un ou plusieurs sous-traitants, doit remettre à ceux-ci un exemplaire du PGC au dernier indice et le cas échéant, un document précisant les mesures d'organisations générales qu'il a retenues pour la sécurité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé des travailleurs.

### 2.4.3. Obligation du sous-traitant

Le sous-traitant est soumis aux mêmes obligations que l'entreprise titulaire quant au respect des dispositions communes de sécurité et de protection de la santé. Il est soumis à toutes les obligations des entreprises.

Le PPSPS du sous-traitant doit tenir compte des informations fournies par l'entreprise titulaire et notamment celles contenues dans son PPSPS et celles contenues dans le PGC ainsi que les dispositions arrêtées en inspection commune.

## 2.5. Intérimaires

Les entreprises utilisant du personnel intérimaire doivent s'assurer :

- que le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné,
- que le certificat d'aptitude médical pour la profession concernée a bien été délivré,
- que les salariés intérimaires soient intégrés au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne l'accueil renforcé, la formation à la sécurité, la fourniture des équipements de protection individuelle et l'utilisation des installations vestiaires, réfectoires et sanitaires.

## 2.6. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »

Les entreprises faisant appel à de la location avec chauffeur, doivent le signaler dans leur PPSPS.

Les chauffeurs sont accueillis par l'entreprise qui leur explique les règles de sécurité les concernant.

## 2.7. Travailleurs indépendants art L4535-1

Les travailleurs indépendants ou les employeurs exerçant eux-mêmes une activité sur le chantier, sont assujettis aux mêmes obligations réglementaires que toute autre société, y compris :

- l'obligation de remettre au Coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité

## 2.8. Protections individuelles

Toute personne entrant sur le chantier doit être équipée des protections individuelles adaptées.

## 2.9. Modalité d'accueil des salariés

Tous les salariés présents sur le site portent de façon visible le sigle de leur entreprise sur leur vêtement de travail ou leur casque et doivent pouvoir être nominativement identifiés.

Les personnels des entreprises, doivent recevoir, le jour de leur arrivée sur le chantier, une formation pratique et appropriée en sécurité.

Cette formation qui est assurée par les chefs de chantier et les chefs d'équipe des entreprises porte sur :

- les conditions de circulation des personnes sur le chantier,
- la sécurité pendant l'exécution du travail
- les dispositions à prendre en cas d'incident, d'accident et d'incendie.
- la situation et le contenu de la boîte de premier secours.

### Salariés étrangers :

Chaque entreprise doit pouvoir répondre aux règles suivantes, à savoir :

- Etre en possession de l'ensemble des pièces écrites et graphiques propres au chantier,
- Le référent chantier doit maîtriser la langue française pour mettre en application les consignes de sécurité du chantier,
- Le référent chantier ou le chef d'établissement doit pouvoir participer aux réunions de chantier,

Chaque entreprise tient à jour à disposition des organismes officiels de préventions et des autorités compétentes un classeur qui comporte :

- Une liste nominative de ses personnels sur site y compris les personnes intérimaires.

Pour chaque salarié :

**D.U.E.** (Déclaration unique d'embauche) avec récépissé de l'URSSAF ou extrait du registre du personnel,

**Contrat d'intérim** si pas de DUE,

**Déclaration de détachement** pour le personnel de sociétés étrangères en provenance de la CE.

Pour les ressortissants hors CE :

**Photocopie de leur carte de séjour et de leur permis de travail.**

## **2.10. Modalités de visite du chantier par des tiers**

Des visites peuvent être organisées par le Maître d'Ouvrage qui définit les mesures de protection et de sécurité.

L'organisateur de la visite est responsable de la fourniture des équipements adaptés à cette visite. Le maître d'ouvrage informe le maître d'œuvre et le coordonnateur.

### 3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE

du chantier arrêtées par le Maître d'œuvre en concertation avec le Coordonnateur SPS

#### Contraintes d'environnement de site

**Présence d'amiante dans les existants**

Sans objet

**Présence de plomb dans les existants**

Sans objet

**Présence de silice dans les existants**

Voir détail dans l'annexe "Présence de silice"

#### 3.1. Accès au site et réseaux provisoires

L'accès se faisant par l'avenue du clos Mignot.

Afin de maintenir la continuité d'activité du Centre Hospitalier, les travaux se dérouleront en plusieurs phases (mais en une seule tranche), selon le planning d'intervention fourni dans le présent dossier.

Dans leurs interventions et notamment au niveau de la signalétique, des séparations entre chantier et site occupé, des livraisons, les entreprises devront tenir compte du type de populations accueillie par l'établissement (personnes parfois désorientées, personnes à mobilité réduite), l'activité du Centre Hospitalier étant maintenue pendant toute la durée du chantier.

**Ainsi les interventions devront être limitées aux horaires suivants : entre 9h et 17h.**

Dans la zone vestiaires, elles seront limitées aux matinées.

Les approvisionnements, évacuations, circulation, etc... doit se faire sans co activité avec le personnel, pensionnaire et visteur de l'EHPAD.

Le chantier doit rester clos pendant toute l'opération . Toute les interventions (y compris circulation ) en dehors des zones close donner lieu à la réalisation d'un plan de prévention entre le responsable de l'EHPAD et entreprises .

**Le nettoyage des voiries extérieures, circulations et zones de chantier sera à la charge du lot Gros Oeuvre.**

Alimentation en eau et électrique du chantier :

Les entreprises se brancheront directement sur les réseaux d'eau et électrique existants sur site sans sous-comptage (difficile à prévoir compte tenu des zones d'intervention).

Elles devront être très vigilantes dans leurs consommations pour éviter tout abus et surconsommations.

Dans le cas où des installations électriques supplémentaires seraient nécessaires, elles seront à la charge du lot

Électricité et leurs consommations seront à la charge du compte prorata.

Gestion des accès :

Seuls les engins de « chantier », grue mobiles, camions VRD, véhicules de livraisons (de matériels, matériaux, produits prêt à l'emploi y compris camions pompes...) seront autorisés à circuler et stationner ponctuellement dans l'emprise des zones « travaux » pour y effectuer les livraisons.

Les véhicules de liaison (véhicules légers : de la maitrise de chantier, des entreprises et personnels des

salariés, des indépendants....) devront stationner sur les places publiques environnantes. (Ou sur les emplacements définis sur le PIC).

Il incombe à chaque entreprise d'établir toutes les demandes d'autorisations nécessaires à la réalisation de ses travaux :

- demandes d'arrêtés
- autorisations concessionnaires
- médecine du travail

La liste et les coordonnées des exploitants de réseaux impactées par les travaux est accessible sur le site [www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr](http://www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr).

## 3.2. Emprise de chantier

### 3.2.1. Clôture et portail

L'entreprise GO devra la mise en place d'une clôture rigide pleine de 2.00 ml de hauteur et d'un portail de chantier. Entretien pendant la durée des travaux. Préparation en périphérie de la plateforme de travail sur le bâtiment 1 sur 3.00 ml et remise en état après travaux.

Un dispositif de verrouillage (par chaîne et/ou cadenas) pour les portails et les portillons d'accès est à prévoir. Les portails et portillons d'accès nécessaires au chantier avec chaîne et cadenas.

Le portail sera équipé de roues et d'un double cadenas PS.

#### Réalisation des travaux:

Les travaux se situent dans l'enceinte d'un Centre Hospitalier en activité.

La zone de travaux sera délimitée par une barrière rigide pleine installée pour éviter tout accès aux occupants et au public, dans la zone de travail.

Cette barrière sera installée avant tout démarrage de travaux par le lot Gros œuvre

Cette dernière devra toute la signalisation du chantier en maintenant celle-ci durant toute la période de travaux.

L'accès des zones de travail se fera avec des barrières balisées.

Chaque entreprise sera tenue de veiller au respect de ces signalisations et protections.

Chaque entreprise déterminera en coordination avec la maîtrise d'œuvre et le coordonnateur SPS les emplacements nécessaires pour l'installation et pour stocker son matériel pendant la durée d'intervention, sachant que cette intervention se déroulera avec la présence des utilisateurs dans les locaux non démolis ou à démolir.

**Aucun stockage de matériaux ne pourra se faire aux abords de l'établissement sans protection appropriée.**

Aucun stockage ne pourra se faire en dehors des zones extérieures réservées à cet effet, ni dans les zones non concernées par les travaux à l'intérieur du bâtiment.

**Tous les gravois, déchets seront évacués au fur et à mesure.**

Ils seront évacués en respectant les directives et recommandations du maître d'ouvrage.

Tous les travaux produisant du bruit devront être signalés au maître d'ouvrage.

### 3.2.2. Accès

L'accès se faisant par l'avenue du clos Mignot.

L'entreprise de curage doit s'assurer que l'ensemble des réseaux et fluides soient neutralisés, dans le cas de

réseaux gaz, un dégazage est effectué avant la dépose de ces dernier.

Les entreprises mettent en place les moyens adéquats pour maintenir le fonctionnement de l'EHPAD pendant les travaux.

**A la charge du lot gros oeuvre :**

Les accès devront être repérés, signalés et maintenus en état tout au long du chantier.

Toutes les manoeuvre des véhicules entrant et sortant du chantier se fait sous contrôle obligatoire d'un chef de manoeuvre qualifié.

Des panneaux d'indication de limitation de vitesse et d'accès au chantier seront mis en place, une information écrite et contresignée devra être faite par l'ensemble des entreprises à ses propres fournisseurs.

Les accès et la circulation des piétons sur le trottoir de L'EHPAD devra rester normalement libre et praticable. Toutes précautions seront prises tant en façade avant qu'en façade arrière pour assurer la sécurité des personnes.

Toutes les manœuvres des véhicules entrant et sortant du chantier se fait sous contrôle obligatoire d'un chef de manœuvre qualifié.

Une signalisation sera mise en place aux abords du chantier.( à la charge du lot gros oeuvre)

Elle comprend :

Tous panneaux nécessaires à la sécurité des usagers et du personnel de chantier.

Panneaux travaux sur trottoirs en amont et en aval du chantier.

Limitation de vitesse.

Chantier interdit au public.

Port du casque obligatoire.

Port de chaussures sécurité obligatoire.

Éclairage par lanternes sur voie publique si nécessaire.

Panneaux signalisation routière conformément à la réglementation.

Danger sortie de camion.

Cette liste n'est pas exhaustive....

Cette signalisation sera régulièrement vérifiée et entretenue, jusqu'à la fin du chantier.

### 3.2.3. Circulations

Circulations horizontales extérieures aux ouvrages :

Les voies d'accès au chantier, sont définies sur le plan d'installation de chantier.

Les zones de circulation des piétons et des véhicules seront différenciées.

Les voies desservant les différentes zones des chantiers doivent être constamment praticables pour les véhicules et engins de chantier.

Les voies doivent être praticable et adaptées aux besoins(circulation engins, PL,VL et piétons).

La couche de forme doit avoir une résistance suffisante et être compatible avec les surcharges induites.

Selon l'avancement des travaux un ou des plans de circulations sont établis par l'entreprise du lot gros oeuvre.

L'accès au cantonnement est organisé de telle manière que le personnel ne soit soumis à aucun risque au niveau de ce cheminement et puisse y entrer et sortir en tenue de ville.

Les flux sont séparer lors des interventions. Les entreprises prennent connaissances du règlement intérieure de l'EHPAD et limites les nuisances .

Zone de déplacements des piétons entre ouvrages et tranchées :

- Passerelles sur tranchées ou sur excavation non remblayées.
- Séparations des circulations des piétons et des véhicules

Le franchissement des tranchées devant rester ouvertes est assuré par des passerelles munies de garde-corps et plinthe. Il est mis en place des circulations de contournement en concertation avec l'entreprise du lot GROS ŒUVRE et le maître d'œuvre en fonction des travaux. Ces dispositions temporaires de sécurité sont mises en œuvre et maintenues en place par l'entreprise du lot GROS ŒUVRE

Circulations horizontales intérieures aux ouvrages (gros oeuvre) :

Les abords des façades aux abords des postes sources et livraisons, sont toujours libres sur une largeur de 3,00m minimum. Lors de la mise en place d'échafaudage le long des façades la largeur minimum sera de 2,00, prise à partir de l'extérieur de l'échafaudage.

Les travaux de remblaiement seront anticipés : le remblaiement périphérique du bâtiment doit être effectué dès la réalisation de la dalle du rez de chaussée et avant le début des premières élévations.

Le lot Gros œuvre met en place la protection lors de circulation et travaux autour des trémies.

Toutes les trémies ou réservations horizontales dont l'une des dimensions est supérieure à 0,80 m devront être protégées au moyen de garde-corps complet (lisse 1,00m, sous lisse 0,45 m, et d'une plinthe à 15 cm de hauteur au moins).

- Les trémies ou réservations horizontales dont les dimensions inférieures à 0,80 m seront recouvertes d'une protection fixée au sol.

Cette protection provisoire doit :

- Protéger tous les corps d'état ;
- Être mise en place dès la pose ou le décoffrage du plancher.
- Ne pas gêner les travaux des différents corps d'état
- Permettre l'approvisionnement des matériaux
- Permettre un accès aisé au personnel
- Assurer la continuité de la protection lors de son remplacement par un autre dispositif (Provisoire ou définitif).
- Eviter tout risque de chute de hauteur .

Phasage entrée dans les bâtiments (gros oeuvre) :

Un accès principal au bâtiment sera mis en place par le lot gros oeuvre et doit être mis en œuvre et identifié pour permettre aux intervenants de parvenir aux poste de travail. Cet accès sera maintenu dégagé, nivelé et praticable par tout temps et pendant toute la durée du chantier. cet accès devra être pourvu de protections collectives le cas échéant.

Plate forme autour des bâtiments et ouvrages annexes :

Les plate formes sont traitées (nivelage, compactage,...) dès le démarrage de l'opération par l'entreprise du LOT GROS ŒUVRE afin de permettre l'installation ultérieure des échafaudages dans les meilleures conditions de sécurité.

L'entreprise du lot GROS ŒUVRE remet en état des plates formes dès la fin de la réalisation des soubassements ou des dallages pour permettre l'installation des échafaudages ou les déplacements (opérations de levage, utilisation PEMP, nacelle élévatrice bras articulée...) sur les abords (nivelés, compacté et stabilisés) qui doivent répondre aux besoins et contraintes de chaque entreprise devant intervenir aux droits des façades (lot Façades , menuiseries extérieures , bardage ou lot échafaudage si mise à disposition de moyens communs ).

Circulations verticales

Les accès dans le bâtiment se feront depuis la plate forme.

- Gros oeuvre
- mise en place d'accès provisoire entre la dénivellation des voiries et de la plate forme bâtiment

- mise en place d'escalier métallique provisoire entre les dénivellations des différents niveaux
- échafaudage de type tour d'accès mis par le lot gros oeuvre qui restera en place pour les autres corps d'états jusqu'à la fin des travaux en toiture

La tour d'accès sera placée en décalé de la façade afin de pouvoir mettre le bardage sans la démonter. Selon le phasage il pourra être demandé plusieurs tours d'accès

Nota : la tour devra desservir les différentes toitures ou dans le cas contraire des escaliers seront mis à poste pour desservir les toitures entre elles

Charpente

- nacelles élévatrices et grues automotrices pour pose poutres et pannes

Couverture étanchéité

- nacelle élévatrice pour pose filet en sous face et périphérique (antichute et anti-gravois).

Autres lots  
– sur dallage, nacelle élévatrice ou échafaudage roulant

### 3.2.4. Signalisation

**L'itinéraire d'accès devra être fléché par le lot GROS OEUVRE de façon précise afin d'éviter toute manoeuvre**

et circulation inutile susceptible d'exporter des risques vers la circulation publique et de détériorer les voiries existantes.

A l'intérieur de la zone clôturée une signalisation d'accès aux chantiers sera mise en place par l'entreprise GROS OEUVRE.

**Chaque entrepreneur informera ses fournisseurs du parcours à suivre pour accéder au chantier et leur transmettra le plan d'accès.**

**Le lot CHARPENTE /COUVERTURE/ ETANCHEITE** aura à sa charge la mise en place des sécurités pour ses propres travaux. Le titulaire du présent lot devra la mise en place, pendant toute la durée de ses travaux, de garde-corps et filets permettant d'assurer la sécurité de ses ouvriers en terrasse. Pour les toitures ne permettant pas la mise en oeuvre de garde-corps, l'entreprise devra prévoir tout dispositif de protection adapté aux conditions particulières d'exécution (ligne de vie, échafaudage, etc.).

Mise en place de filets en sous face de charpente.

Signalisation et isolation de toutes les autres zones de chantier dont les travaux en hauteur entraîneront des risques de chutes de hauteur et de matériaux. La coactivité et la superposition des tâches sera interdite.

Le lot **RAVALEMENT** aura à sa charge la mise en place des sécurités pour ses propres travaux, Signalisation et isolation de toutes les autres zones de chantier dont les travaux en hauteur entraîneront des risques de chutes de hauteur et de matériaux. La coactivité et la superposition des tâches sera interdite.

### **Fléchage - Signalétique d'accès**

L'itinéraire d'accès devra être fléché de façon précise afin d'éviter toute manoeuvre et circulation inutile susceptible d'exporter des risques vers la circulation publique et de détériorer les voiries existantes.

Ce fléchage sera réalisé à la charge de l'entreprise titulaire du lot gros oeuvre, à l'intérieur de la zone clôturée une signalisation d'accès aux chantiers sera mise en place par l'entreprise titulaire de ce lot.

Chaque entrepreneur informera ses fournisseurs du parcours à suivre pour accéder au chantier et leur transmettra le plan d'accès.

### **Affichage**

Affichage obligatoire : panneaux « PORT DU CASQUE OBLIGATOIRE », « CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC ».

Dans les zones chantier, l'entreprise de gros oeuvre devra afficher la liste des numéros d'urgence.

Outre l'affichage du permis de construire suivant les dispositions de l'article A 421-7 du code de l'urbanisme, tout entrepreneur (entreprises titulaires des différents lots, sous traitants et travailleurs indépendants) travaillant sur le chantier doit avoir affiché son nom, sa raison ou sa dénomination sociale ainsi que son adresse. L'affichage est assuré sur un panneau dont les indications sont lisibles de la voie publique.

à l'intérieur de l'EHPAD lors des opérations de désamiantage, l'entreprise de gros oeuvre devra afficher les consignes de sécurité et les plans d'organisation des circuits de secours.

### 3.2.5. Stationnements

Aux places dédiées sur le site suivant PIC.

Les entreprises devront faire au mieux pour mutualiser les déplacements de leurs ouvriers.



Aucun véhicule personnel sera accepté sur le site, seul les véhicules d'entreprise seront autorisés à entrer sur le chantier pour déposer ou charger du matériel.

### 3.2.6. Stockage

Le titulaire du lot gros oeuvre doit organiser ses travaux de façon à limiter le plus possible le stockage et l'entreposage des matériels et matériaux sur le site, en particulier les matières dangereuses ou polluantes.

En tout état de cause, les aires de stockages des matériels et matériaux sont définies sur proposition du titulaire du lot gros oeuvre après accord du Maître d'oeuvre ou sont imposées par ce dernier.

Aucun stockage de matériels ou matériaux en dehors des aires définies n'est toléré.

#### **Stockage des produits dangereux :**

Le titulaire est tenu d'informer préalablement le CSPS si leurs travaux nécessitent le stockage sur site de produits dangereux ou polluants, et d'établir et de transmettre au CSPS, un document précisant toutes les conditions de stockage de ces produits en fonction de leur nature et respectant la réglementation en vigueur.

Les plateformes destinées à accueillir les aires de stockage, d'assemblage, de montage et de préparation d'éléments composant les différentes parties de l'ouvrage doivent être nivelées, stabilisées pour permettre la circulation des véhicules et engins et la mise en oeuvre des moyens de levage en toute sécurité. Les aménagements et l'entretien de ces plateformes sont à la charge du titulaire du lot gros oeuvre.

L'entreprise de désamiantage précise dans son PPSPS les zones de stockage "tampon" qu'elle entend utiliser pendant la durée du chantier. Ces zones sont condamnées, réglementairement signalées et exclusivement réservées à l'entreprise de désamiantage.

### **Pas de stockage de matériaux dans les escaliers**

**Les issues de secours et les zones de circulation devront rester libres et dégagées.**

### 3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)

#### **Alimentation en eau et électrique du chantier (Gros oeuvre) :**

Les entreprises se brancheront directement sur les réseaux d'eau et électrique existants sur site sans sous-comptage (difficile à prévoir compte tenu des zones d'intervention).

Elles devront être très vigilantes dans leurs consommations pour éviter tout abus et surconsommations.

Dans le cas où des installations électriques supplémentaires seraient nécessaires, elles seront à la charge du lot

Électricité et leurs consommations seront à la charge du compte prorata.

#### **Raccordements provisoires d'évacuations EU-EV et EP**

Les raccordements provisoires d'évacuations EU-EV et EP sont à prévoir par le titulaire du lot Plomberie / CVC

Tous les écoulements seront raccordés au réseau de proximité existant pour les EP et à une cuve de stockage des

eaux usées et vannes qui sera installée dans l'emprise de l'aire de chantier par le lot Plomberie / CVC.

#### **Branchements sur les réseaux existants:**

- Raccordement au réseau de distribution.
- Tableaux de chantier à l'abri des intempéries à chaque niveau, avec disjoncteur, dispositifs de coupures etc.
- Raccordement du bureau de Maîtrise d'oeuvre.
- Eclairage provisoire de tous les locaux.
- Démontage et enlèvement en fin de chantier.

Installation d'éclairage en très basse tension ou basse tension avec hublots de classe II IP44 IK08 protégés par disjoncteur différentiel 30 mA pour éclairage des circulations collectives et éclairage de sécurité, hors postes de travail.

### **Consignation avant intervention dans les faux planchers et faux plafonds.**

Les locaux techniques électriques devront être maintenus fermés et une procédure d'intervention devra être mise en oeuvre pour tous travaux à l'intérieur. Une procédure de consignation sera mise en place par du personnel habilité (Copie de la procédure à transmettre au coordonnateur SPS)

Tout le matériel électrique utilisé par les entreprises devra être conforme à la réglementation en vigueur sur les chantiers.

Rallonges type H 07 RNF  
Enrouleurs Catégorie B NFC 61.720  
Prises Protection IP 447 incassable  
Baladeuse NFC 71.008

**Une aire de stockage des gravois sera octroyée dans la zone d'installation de chantier. Aucun gravois ne sera stocké sur le site, ils seront stockés en benne et évacués au fur et à mesure. Aucun gravois ne sera stocké en dehors des bennes.**

**La fermeture à clef des zones de chantier et la garde des stocks et des installations seront assurées par les entrepreneurs.**

**En cas de vol l'entreprise ne pourra réclamer une quelconque indemnité ou faire porter la responsabilité au Centre Hospitalier Jean Pagès.**

### **3.2.8. Cantonnements et entretien**

#### **Locaux de vie et d'hygiène :**

installés pendant la période de préparation maintenus en place et entretenus pendant toute la durée du chantier par l'entreprise de gros oeuvre la base vie sera traitée avec sanitaires, vestiaire et réfectoire pour l'ensemble des entreprises y compris sous traitants .

Le cantonnement sera évolutif selon le nombre de personnes

#### **Bloc sanitaire : à charge du lot GO**

Un bloc sanitaire sera également joint à cette installation commune et comprendra :

- 1 WC et un urinoir pour 20 personnes
- 1 douche avec coin vestiaire pour 8 personnes
- 1 lavabo avec eau froide et eau chaude pour 10 personnes

La clé de ce bloc sanitaire sera à disposition dans le bureau de chantier.

L'installation devra satisfaire aux exigences de la réglementation, suivant le code du Travail et décret du 8 Janvier 1965

Dans le cas il ne serait pas possible de se brancher sur un réseau EU/EV, il sera mis en place une cuve étanche

#### **Eau :**

Poste d'eau chantier : à charge du Gros oeuvre

Il sera mis en place un poste d'eau chantier au niveau de la base vie

#### **Bureau de chantier : à charge du lot GO**

Salle de réunion y compris équipements individuels de protection destinés aux visiteurs (bottes, casques, lunettes, vêtements de pluie ...)

Un bureau de chantier sera mis à disposition permettant la tenue de réunions pour 15 personnes avec table et chaises (réunions de chantier et sécurité) avec panoplie d'équipements de sécurité pour les visiteurs (bottes, casques, etc...), ce bureau sera pourvu en électricité.

Le bureau pourra rester à disposition du Maître de l'Ouvrage et du Maître d'oeuvre où seront maintenus en permanence dans une armoire fermant à clef, outre le dossier marché de l'opération :

- le P.G.C. (dernier mis à jour).
- les P.P.S.P.S. des entreprises,

**Vestiaires équipés conformément à la réglementation : à charge du lot GO**

Ils seront composés de :

- vestiaires équipés d'armoires métalliques à 2 compartiments. La surface totale à prévoir est calculée en prenant comme base 1,25 m<sup>2</sup> minimum par personne

**Réfectoires équipés conformément à la réglementation : à charge du lot GO**

Ils seront composés de :

- réfectoires équipés de tables à revêtement lavable : chauffe-plats et postes d'eau à prévoir si repas pris sur place. Les entreprises désireuses de mettre en place un bureau de chantier devront donner leurs besoins en phase préparation.

**Réception des installations électrique par un organisme spécialisé. FOURNIR LE PV DE CONFORMITE AU CSPS**

### **3.3. Nettoyages (hors cantonnement)**

En cours de chantier, le matériel et les matériaux sans emploi devront être enlevés. Tous les matériaux abandonnés par les entrepreneurs sur le chantier en dehors des périodes d'utilisation seront considérés comme des gravois.

Le chantier sera maintenu en constant état de propreté ; chaque entrepreneur devra enlever les débris et gravois causés par ses propres travaux et laisser place nette chaque soir et après chaque opération ou intervention.

Le Maître d'Oeuvre pourra, s'il le juge nécessaire, faire intervenir sur le chantier, une entreprise de nettoyage à la charge des entreprises défaillantes.

#### **3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier**

Le maître d'ouvrage s'assure auprès du maître d'œuvre que les contraintes et obligations découlant, pour les entreprises, des mesures de prévention et de coordination mentionnées à l'article R. 4532-44 sont transcrites dans les pièces constituant les dossiers de consultation des entreprises.

Il vérifie que le projet de plan d'installation de chantier est joint à ces mêmes dossiers.

Le coordonnateur SPS collabore avec le maître d'œuvre à la transcription par celui-ci, sous forme de plan, du projet d'installation de chantier.

#### **3.3.2. Plan d'installation de chantier**

Préalablement à l'exécution des travaux, l'entreprise **Gros oeuvre** soumet à l'accord du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS le plan de circulation et le plan des installations de chantier (plan porté au registre journal) qui doivent préciser la localisation :

- des barrières définitives prévues par le Maître d'Ouvrage,
- des conduites enterrées et aériens,
- des clôtures et protections temporaires,
- des parkings pour les véhicules de chantier,
- des installations destinées aux sanitaires, vestiaires et réfectoires,
- des installations de la salle de réunion et des différents bureaux,
- recettes (plans des façades),
- des zones dégagées et prévues pour recevoir les échafaudages ou la circulation de nacelles,
- de l'emplacement des zones de stationnement, personnel et entreprises,
- de l'emplacement des moyens de secours et d'appel,
- du point de rassemblement en cas d'évacuation générale du chantier,
- du point de rencontre pour accueil des services de secours,
- des zones de stockage et de préparation, y compris zones de rétention
- de l'emplacement des bennes à déchets,

- de l'emplacement de l'aire de rinçage des toupies, et nettoyage camion
- des accès provisoires au bâtiment,
- « de l'emplacement de la grue »,
- « des zones d'interdiction de survol des charges et l'implantation possible de la grue avec les zones d'évolution de la flèche et de la contre flèche »,
- de l'emplacement de l'armoire générale électrique de chantier et des coffrets divisionnaires.

La fourniture, l'installation et l'entretien des divers éléments nécessaires à ces différentes installations sont à la charge de l'entreprise **Gros oeuvre** y compris le fléchage pour indiquer le chantier ainsi que la signalétique de sécurité.

### 3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier

Poste	Réalisé par ?	Géré par ?	Echéance de fin
Clôture et portail	Gros oeuvre	Gros oeuvre	
Accès	existant	existant	
Circulations	Gros oeuvre	existant	
Signalisation	Gros oeuvre	Gros oeuvre	
Stationnement	Selon le PIC	Selon le PIC	
Stockage	PIC	PIC	
Réseaux provisoires de chantier	existant	existant	
Coffret électrique général	existant	existant	
Coffret divisionnaire et éclairage	Electricité	Electricité	
Cantonnement	Gros oeuvre	Gros oeuvre	
Infirmier de chantier	SO		
Nettoyage hors cantonnement	TCE	TCE	
PIC	Gros oeuvre	Gros oeuvre	
Protections collectives	TCE	TCE	
Accès hauteur communs	TCE	TCE	
Déchets - Gravats	Gros oeuvre/TCE	Gros oeuvre/TCE	

## 4. MESURES DE COORDINATION SPS

### 4.1. Définition des séquences d'interventions

Décomposition des interventions et remarques en termes de coactivités en concertation avec le maître d'œuvre.

Séquence(s)	calendrier hypothèse	Tâche(s) / lot(s)	Danger(s)	Essentiel(s) de la séquence
1		TCE	Déplacement de plain-pied Produits dangereux Stabilité, renversement Bactéries, virus, parasites Bruit, vibrations Choc, coupure, piqûre Chute d'objets, éclats Contact électrique direct ou indirect Travail en hauteur Produits dangereux	.  .  .  Analyse des produits et du contexte environnement planification  .  Clôture de zones  DICT  .  .
		Electricite - CVC	Chute d'objets, éclats Contact électrique direct ou indirect Déplacement de plain-pied Inflammation, explosion	.  .  .  .
		TCE	Contact électrique direct ou indirect Déplacement de plain-pied Rupture, effondrement Engins et matériels Travail en hauteur Chute d'objets, éclats	.  .
		Aménagement Intérieure	Chute d'objets, éclats Contact électrique direct ou indirect Déplacement de plain-pied Inhalation poussières	.  .  .  .

## 4.2. Analyse de risques

### TCE

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Déplacement de plain-pied	Maintenir les circulations propres et dégagées. Nettoyage des postes de travail à l'avancement.	.
Produits dangereux	En cas d'emploi de produits solvants, respecter les mesures de sécurité élémentaires. Veillez à ce que les sources d'énergies (étincelles, flammes, appareils se déclenchant automatiquement) soit neutralisées.  Mise en place de signalétique de sécurité signalant la mise en œuvre de produits à base de solvant.	.
Stabilité, renversement	Planification des approvisionnements : Utilisation des recettes du GO. Définition avec la maîtrise d'œuvre des zones de stockage par niveau.	.
Bactéries, virus, parasites	Curage des réseaux avant intervention vaccination si nécessaire baliser les zones d'intervention locaux pollués analyse spécifique et définition des mesures adaptées	.
Bruit, vibrations	Voir environnement et établissement voisin incidence sur le fonctionnement de ces sites rechercher des méthodes limitant le bruit et vibration intégrer dans le planning les phase de démolition présentant ces risques hors présence des autres corps d'état	port des EPI adaptés
Choc, coupure, piqûre	Protéger les aciers en attente après démolition	.
Chute d'objets, éclats	Définition dans le PPSPS de la méthodologie de déconstruction. Définir les zones d'intervention et les clôturer en tenant compte des courbes de chute. Mise en sécurité des zones en cours de démolition, mise en place de protection collectives provisoires ou interdiction d'accès stabiliser les éléments de construction devant être maintenus en place	Respecter les balisages et zones clôturées
Contact électrique direct ou indirect	DICT consignation des réseaux	.
Travail en hauteur	Installation de sécurités collectives réglementaires sur les accès et les postes de travail en fonction de la hauteur	.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>d'intervention :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Travaux de faible hauteur ; des plates-formes individuelles roulantes (PIR) seront utilisées pour des hauteurs jusqu'à 2,50 m ;</li> <li>- Hauteur &gt; de 2,50 m ;</li> </ul> <p>Au-delà d'une hauteur de 2,50 m, l'utilisation d'un échafaudage roulant, fixe ou d'une nacelle sera imposée en fonction de son utilisation et des hauteurs d'intervention. En fonction du risque exporté la zone de travaux sera isolée par un balisage et une signalisation de sécurité.</p> <p><b>Travaux en hauteur (échafaudage à pied ou roulant) :</b>  <u>Pour mémoire et application:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la notice de montage doit être en possession des opérateurs lors du montage.</li> <li>- il convient de s'assurer de sa stabilité, notamment par la stabilisation préalable du terrain, la mise en place de stabilisateurs</li> <li>- l'accès doit être sur et chaque niveau doit être équipé de garde-corps réglementaires, de plinthes...</li> </ul> <p>Je vous invite à vous référer à la recommandation de la CNAMTS R 408 et recommandation de la CNAMTS R457</p>	
Produits dangereux	<p>En cas d'emploi de produits solvantés, respecter les mesures de sécurité élémentaires. Veillez à ce que les sources d'énergies (étincelles, flammes, appareils se déclenchant automatiquement) soit neutralisées.</p> <p>Mise en place de signalétique de sécurité signalant la mise en œuvre de produits à base de solvant.</p>	.

#### Electricite - CVC

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Chute d'objets, éclats	Carottage : assurer la sécurité à l'arrière ou sous la zone de carottage	Tâche carottage : Assurer la sécurité à l'arrière ou sous la zone de carottage. Nettoyage des gravats
Contact électrique direct ou indirect	Dès l'installation électrique provisoire créée, une vérification de cette dernière est à prévoir (organisme ou une personne agréée à la charge de l'entreprise d'électricité). Cette vérification réglementaire doit obligatoirement faire l'objet d'un rapport écrit. Pas de travail	.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	sous tension. Vérifier l'absence de tension (PV de consignation...)	
Déplacement de plain-pied	Maintenir les circulations propres et dégagées. Nettoyage des postes de travail à l'avancement.	.
Inflammation, explosion	Extincteur au poste de travail	.

### TCE

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Contact électrique direct ou indirect	Dès l'installation électrique provisoire créée, une vérification de cette dernière est à prévoir (organisme ou une personne agréée à la charge de l'entreprise d'électricité). Cette vérification réglementaire doit obligatoirement faire l'objet d'un rapport écrit. Pas de travail sous tension. Vérifier l'absence de tension (PV de consignation...)	.
Déplacement de plain-pied	Maintenir les circulations propres et dégagées. Nettoyage des postes de travail à l'avancement.	.
Rupture, effondrement	Échafaudage adapté au stockage des matériaux (pierre, brique, gâche à mortier...)	Si échafaudage commun, définition par chacun des charges maxi apportées.
Engins et matériels	Approvisionnement : Aire de stockage à définir avec le Maître d'OEuvre à l'avancement du chantier. Signalisation sur l'échafaudage en bordure des accès chantier et chaussées publiques par des dispositifs réfléchissants ou lumineux (suivant analyse de risques et/ou arrêté de circulation). Malaxeur avec moteur insonorisé, protection des parties dangereuses. Orientation du malaxeur de telle sorte que les vents dominants éloignent de l'opérateur les gaz d'échappement et les poussières émises.	
Travail en hauteur	intervention depuis les échafaudages de façade, en coordination avec les autres corps d'états. Respect des protections collectives ou mise en place d'une protection au moins équivalente. intervention depuis un échafaudage de peid, dans le cas de l'utilisation de nacelles, le personnel doit être titulaire du CACES et avoir une autorisation de conduite, la nacelle doit être vérifiée depuis moins de 6 mois, rapport à avoir sur place. Les échafaudages de façade sont monté par	



Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	du personnel habilité au montage/démontage des échafaudages, une vérification de celui ci doit être systématiquement faite par le responsable de l'entreprise avant mise à disposition. Une fiche d'autocontrôle est alors mise en place sur l'échafaudage, cette vérification est journalière.	
Chute d'objets, éclats	Balisage sous les zones de montage en pied de façade	

#### Aménagement Intérieure

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Chute d'objets, éclats	Carottage : assurer la sécurité à l'arrière ou sous la zone de carottage	Tâche carottage : Assurer la sécurité à l'arrière ou sous la zone de carottage. Nettoyage des gravats
Contact électrique direct ou indirect	Dès l'installation électrique provisoire créée, une vérification de cette dernière est à prévoir (organisme ou une personne agréée à la charge de l'entreprise d'électricité). Cette vérification réglementaire doit obligatoirement faire l'objet d'un rapport écrit. Pas de travail sous tension. Vérifier l'absence de tension (PV de consignation...)	.
Déplacement de plain-pied	Maintenir les circulations propres et dégagées. Nettoyage des postes de travail à l'avancement.	.
Inhalation poussières	Les travaux générateurs de poussières du type détalonnage de portes ou autres rabotages pour des réglages de menuiseries devront avoir lieu si possible en dehors d'une zone fermée. Dans le cas contraire, la zone devra être correctement ventilée.	.

### 4.3. Co-activités et protections collectives

#### 4.3.1. Organisation de la sécurité collective

Les grands principes qui régissent l'organisation de la sécurité sur le chantier sont :

- Chaque intervenant est responsable de la sécurité de ses salariés,
- La coordination indispensable des interventions des différentes entreprises, réclame que l'entreprise de Gros oeuvre soit chargée de la fourniture, de la mise en place des protections collectives. Jusqu'à l'achèvement des travaux, cette coordination doit également éviter qu'une autre entreprise enlève une protection qui gêne son travail.
- La maintenance des protections collectives est à réaliser par l'entreprise de Gros oeuvre
- Une protection suffisante et adaptée à leurs travaux doit donc être mise en place. L'entreprise doit définir

dans son P.P.S.P.S, le type de protections qu'elle met en place.

- Si tel n'est pas le cas, cet entrepreneur a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux complémentaires pour assurer la protection collective.
- Les nouvelles protections sont maintenues et entretenues par l'entrepreneur les ayant modifiées, aussi longtemps que nécessaire.
- Le Coordonnateur SPS est informé des compléments ou modifications ainsi apportés avant toute intervention sur le site.
- Priorité est donnée aux installations de protection définitives par rapport aux installations provisoires,
- Tous les éléments en cours d'assemblage doivent être consolidés s'ils sont instables, scellés ou étayés même provisoirement selon les prescriptions des fabricants.
- Une délimitation des zones dangereuses ou interdites aux autres entreprises doit être effectuée. Une information doit être faite lors des réunions de chantier.

Le matériel des protections collectives est identifié et exclusivement réservé à cet usage. (couleur distincte)

Le P.P.S.P.S. de l'entreprise précise le type de matériel proposé.

Eventuellement, à la fin de ses travaux, sous réserve de l'accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS, elle doit passer les consignes à l'entreprise appelée à lui succéder.

Chaque entrepreneur ayant à intervenir sur un ouvrage considéré, et quel que soit le titre auquel il intervient, doit s'assurer que les protections mises en place sont suffisantes et adaptées à ses travaux. Si tel n'est pas le cas, il a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux et complémentaires pour assurer la protection collective de son personnel, ainsi que le maintien et l'entretien de ces nouvelles protections.

Les modifications sont soumises au Coordonnateur et font l'objet d'un additif au P.P.S.P.S.

Le Maître d'Œuvre se réserve le droit, en cas de défaillance d'une ou plusieurs entreprises, de faire appel à une entreprise extérieure pour remettre en état les protections collectives aux frais des entreprises défaillantes.

#### **4.3.2. Déplacement de protection collective**

Au cas où une tâche nécessite le déplacement ou l'enlèvement d'un dispositif de protection collective, l'entreprise (ou son sous-traitant) doit présenter la méthodologie qu'elle compte employer pour effectuer cette tâche, la nature des protections individuelles ou collectives qu'elle compte mettre en place, afin que ses ouvriers puissent travailler en sécurité pour effectuer la tâche en question et les mesures de protection qu'elle compte employer pour garantir la sécurité des autres intervenants du chantier.

Les dispositifs provisoires de protection collective doivent être conçus de manière à ne pas gêner la mise en place du dispositif définitif. Ainsi le dispositif provisoire ne sera retiré qu'une fois les protections définitives mises en place.

#### **4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise**

En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, l'entreprise Gros oeuvre est tenue de se substituer à celle-ci.

Si c'est l'entreprise Gros oeuvre qui est défaillante, le Coordonnateur SPS et le Maître d'Œuvre la mettront en demeure de pallier immédiatement à ce non-respect des règles de sécurité.

En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'Œuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée.

#### **4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles**

Les travaux doivent s'effectuer dans des locaux ventilés.

Pour les travaux dans les sous-sols, de soudure et/ou dégageant de la poussière, une ventilation mécanique doit être mise en place.

Le choix des modes opératoires et des produits mis en œuvre doit être tel qu'il n'entraîne pas de nuisances telles que : bruits, vibrations, poussières gaz toxiques, etc . . .

En cas d'impossibilité, il est nécessaire d'employer des matériels réduisant les nuisances à la source (insonorisés, anti-vibratiles . . .).

Ce paragraphe est complété dans le PPSPS de l'entreprise. Pour un produit de même technicité existant

dans le commerce, l'entreprise a pour obligation d'utiliser celui présentant le moindre risque pour la santé des travailleurs.

#### 4.4. Equipement de levage

Mise en place de grues : voir détail dans l'annexe « Mise en place de grues »

##### 4.4.1. Autorisation de survol

L'entreprise a à sa charge l'obtention des autorisations auprès de la mairie et des éventuels riverains concernés.

En aucun cas, les charges transportées ne doivent survoler les zones occupées ni les constructions et lieux publics avoisinants.

Les zones énoncées ci-dessus ne doivent en aucun cas être survolées par une charge en cours de manutention. Des systèmes de limitation mécanique de zone sont mis en place sur les engins de levage, notamment pour les grues à tour si présentes sur le chantier. Un système d'interférence doit être mis en place pour les différentes grues du chantier. En cas de présence d'autres grues sur le site, le dernier arrivé (créant le risque de télescopage de grue) a à sa charge la mise en place d'un système d'interférence.

Le Plan d'Installation de Chantier matérialise les zones d'interdiction de survol des charges et l'implantation possible de la (les) grues avec les zones d'évolution de la (les) flèche(s) et de la (des) contre flèche.

L'entreprise doit mettre à disposition sur le chantier la documentation relative au type de dispositif mis en place, concernant la délimitation de rotation de la flèche, en fonction des différentes positions du chariot.

##### 4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention

Les entreprises doivent prendre les mesures d'organisation appropriées ou utiliser les moyens adéquats, et notamment les équipements mécaniques, afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges par les travailleurs.

Les entreprises définissent, dans leur Plan Particulier de Sécurité, les moyens de manutention spécifiques prévus, leurs consignes d'utilisation ainsi que le poids des éléments à manutentionner (préciser le type, le nombre et l'implantation).

#### 4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site

##### 4.5.1. Approvisionnements et stockage

A partir du plan d'installation de chantier, les approvisionnements sont définis et organisés en accord avec la maîtrise d'œuvre et les entreprises.

L'ensemble est porté à la connaissance du coordonnateur SPS et évoqué lors des inspections communes.

##### 4.5.2. Travaux superposés

Les travaux en superposition de postes de travail sont interdits. Toutes les mesures sont prises par la maîtrise d'œuvre dans sa planification des travaux pour éviter les risques de co-activité par superposition.

##### 4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux

Le stockage des matières ou substances dangereuses sur le chantier doit être le plus limité possible. Les zones d'entreposage respectent les conditions de stockage prévues par le fabricant ou la réglementation. L'entrepreneur mentionne dans son PPSPS, la nature des produits dangereux qui sont utilisés et joint les fiches de données de sécurité des fabricants.

En cas de fractionnement, l'étiquetage est reproduit sur les nouveaux emballages.

La délimitation, l'aménagement et les dispositions particulières pour le stockage des matières dangereuses sont définies par l'entrepreneur après concertation avec "l'exploitant, le maître d'oeuvre et le coordonnateur SPS" ou sont imposées par ces derniers.

#### **4.5.4. Protection contre le bruit**

L'entrepreneur est tenu de réduire le bruit à la source et au niveau le plus bas raisonnablement possible, compte tenu de l'état des techniques.

Les entreprises doivent retenir les procédés limitant les bruits. En cas d'impossibilité, prévoir d'autres solutions d'insonorisation, notamment :

- encoffrement de la source,
- suspension anti-vibratile,
- éloignement des machines,
- protection individuelle.

#### **4.5.5. Protection contre l'incendie**

Tout feu est rigoureusement interdit sur le chantier.

Installation d'extincteurs adaptés aux postes de travail par point chaud.

Arrêt des travaux par point chaud deux heures avant de quitter le chantier.

Les entreprises utilisant des produits inflammables, doivent préalablement, en informer le maître d'oeuvre et le coordonnateur SPS.

Les salariés doivent connaître le maniement des extincteurs.

#### **4.5.6. Travaux en hauteur**

Quelle que soit la hauteur de travail, ces travaux sont effectués à l'aide, de plate-forme de travail, de plate-forme individuelle roulante, d'échafaudages roulants, de P.E.M.P. (nacelle élévatrice, plate-forme sur mâts...) ou d'échafaudage de pied. Ce matériel doit répondre à la réglementation en vigueur et normalisé.

En tout état de cause, ces matériels doivent être installés ou évoluer sur des surfaces stables.

Les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail.

L'attention des entreprises est attirée sur le risque de travailler sur une plate-forme à partir d'un plancher ou d'un platelage à proximité d'une rive (vide de construction ou ouverture). L'intervention est obligatoirement réalisée à partir d'une plate-forme de travail stable et normalisée. Une surélévation de la protection peut être rendue nécessaire, afin de conserver la hauteur de protection.

Lorsque des dispositifs de protection collective ne peuvent être mis en œuvre, l'entreprise devra préalablement à toute intervention, justifier par écrit dans son mode opératoire (ou additif au PPSPS) de cette impossibilité de recourir aux Equipement de protections collectives.

#### **4.5.7. Echafaudage, tour escalier**

Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs qui ont reçu une formation adéquate et spécifique aux opérations envisagées. Un PV de réception est laissé sur le site.

L'entreprise doit, quotidiennement, réaliser ou faire réaliser un examen de l'état de conservation en vue de s'assurer que l'échafaudage n'a pas subi de dégradation perceptible pouvant créer des dangers.

Lorsque des mesures s'imposent pour remédier à ces dégradations, elles sont consignées sur le registre prévu à cet effet.

L'entreprise doit faire un examen approfondi de l'état de conservation de son échafaudage tous les 3 mois au maximum.

Sur le chantier, la notice du fabricant doit être disponible dans le registre de sécurité.

L'entreprise qui installe un échafaudage, de pied et/ou roulant doit :

- Apposer sur l'équipement en cours de montage, de modification, de dépose un PANNEAU ROUGE << ACCES INTERDIT >>
- Apposer sur celui-ci un panneau VERT << ACCES AUTORISE >> après vérification de conformité par la personne compétente et habilitée,
- Apposer en permanence un PANNEAU indiquant : LE NOM DE L'ENTREPRISE UTILISATRICE et SON NUMERO DE TELEPHONE.

Nota : Ces panneaux doivent pouvoir résister aux intempéries et être solidement fixés et lisibles.

Le site reste en exploitation

Les entreprises devront respectées :

### **Règles de circulation**

- Respectez les allées de circulation et la signalisation
- Les accès pompiers, les issues de secours et les portes des bâtiments doivent rester libres.

Vos déplacements s'effectueront :

- Par les accès prévus aux chantiers
- Sur les zones affectées à vos propres travaux

### **Travaux par points chauds**

- Pour les travaux par points chauds (soudage, tronçonnage, etc.) vous devez impérativement posséder un permis de feu délivré par la maîtrise d'ouvrage.

### **Intervention électrique**

- Seuls les salariés formés et habilités interviennent sur les ouvrages électriques.

### **Sécurité incendie**

- Interdiction de fumer ou vapoter sur chantier.
- Les extincteurs doivent rester disponible à tout moment.
- En cas d'évacuation incendie, se rendre au point de rassemblement prévu aux consignes générales de sécurité incendie.
- Permis de feu pour tous travaux par point chaud.

## **4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins**

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manoeuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou

plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

Autorisation de conduite obligatoire.

Engins à jour des vérifications périodiques obligatoires.

Examen d'adéquation à établir pour toute opération de levage.

## 4.6. Moyens communs

### 4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur

### 4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier

### 4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels

**Installation de sécurités collectives réglementaires sur les accès et les postes de travail en fonction de la hauteur d'intervention :**

- Travaux de faible hauteur ; des plates-formes individuelles roulantes (PIR) seront utilisées pour des hauteurs jusqu'à 2,50 m ;
- Hauteur > de 2,50 m ;

Au-delà d'une hauteur de 2,50 m, l'utilisation d'un échafaudage roulant, fixe ou d'une nacelle sera imposée en fonction de son utilisation et des hauteurs d'intervention. En fonction du risque exporté la zone de travaux sera isolée par un balisage et une signalisation de sécurité.

Travaux en hauteur (échafaudage à pied ou roulant) :

Pour mémoire et application:

- la notice de montage doit être en possession des opérateurs lors du montage.
- il convient de s'assurer de sa stabilité, notamment par la stabilisation préalable du terrain, la mise en place de stabilisateurs
- l'accès doit être sur et chaque niveau doit être équipé de garde-corps réglementaires, de plinthes...

Je vous invite à vous référer à la recommandation de la CNAMTS R 408 et recommandation de la CNAMTS R457

### 4.6.4. Protection des accès – Auvents

Des auvents assurant une protection efficace (en fonction du poids des objets susceptibles de tomber) doivent être installés par l'entreprise à l'aplomb des accès du bâtiment.

L'entreprise #auvent par#, en accord avec le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Œuvre, a à sa charge la fourniture, la mise en place et la maintenance de cette protection.

## 4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets

Les textes et notamment l'Article L 541-2 du Code de l'Environnement stipulent que "toute personne qui produit ou détient des déchets ... est tenue d'en assurer ou d'en faire assurer l'élimination".

Les entreprises présentes sur le site, titulaire et sous-traitant ou cotraitant sont considérés comme producteurs des déchets qu'ils génèrent.

Les déchets doivent être triés à la source. Chaque entreprise est chargée d'assurer quotidiennement le nettoyage de ses zones de travail et d'acheminer l'ensemble de ses déchets jusqu'aux bennes de tri sélectif

mis en place sur le chantier.

A charge du lot gros oeuvre, il est mis en place une aire de transit composée de bennes destinées à chaque groupe de déchets (bois, métaux, papiers/cartons, câbles électriques/plastiques).

## 5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER

### 5.1. Stockages sur le chantier

Les entreprises doivent informer le Maître d'Œuvre de leurs besoins de stockage de matériaux sur le chantier. Les zones de stockage des matériaux sont délimitées et indiquées sur le Plan d'Installation du Chantier, qui est tenu à jour en fonction de l'avancement des travaux.

Les entreprises indiquent dans le P.P.S.P.S. si leurs travaux comprennent la mise en œuvre de substances ou des préparations dangereuses pouvant provoquer des intoxications, incendie ou explosion.

Les entreprises entreposent les produits à risque, conformément aux prescriptions des F.D.S. Tous stockages dans le bâtiment doivent faire l'objet d'une analyse par le Maître d'œuvre en concertation avec le CSPS. Ces zones doivent apparaître sur le plan d'installation de chantier.

L'entreprise précise dans son P.P.S.P.S. les règles de stockage relatives aux produits employés ainsi que les dispositions qu'elle met en œuvre en ce qui concerne notamment la ventilation et l'éclairage de ces zones de stockage.

Chaque entreprise doit maintenir en état de propreté ses zones de stockage et doit en conséquence effectuer les nettoyages quotidiens et évacuer ses déchets jusqu'aux points de regroupement convenus pendant la période de préparation et confirmés à l'occasion des réunions de chantier.

### 5.2. Nettoyage

#### Agent de propreté

Chaque entreprise désigne un Agent de Propreté qui, jusqu'à la réception T.C.E. a pour mission :

- De veiller à la propreté et au rangement des zones de stockage et des postes de travail de son entreprise
- De veiller au parfait état de propreté du chantier, des cantonnements et des voiries (à l'intérieur et à la sortie du chantier),
- D'organiser la mise en place et l'enlèvement des bennes à gravats,
- De provoquer les nettoyages

#### Nettoyage du chantier :

L'ensemble du chantier est nettoyé en permanence suivant un rythme adapté en fonction de l'importance des déchets générés par les activités du chantier. En aucun cas, les circulations ne doivent être encombrées par des déchets.

### 5.3. Enlèvement des déchets

Chaque entreprise est responsable du nettoyage lui incombant, défini dans les différents chapitres.

Les déchets doivent être limités, triés. Le contrôle de leur élimination se fait par Bordereau de Suivi des Déchets (BSD), dont une copie est conservée sur le site.

Afin d'éviter toute pollution du site, les produits polluants sont stockés conformément à la fiche de données de sécurité.

Privilégier l'emploi de produit naturel.

#### 5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires

L'entreprise de GROS OEUVRE est responsable de l'évacuation des déchets. Dans le cas d'utilisation de bennes, leur remplacement est à effectuer à chaque fois que cela s'avère nécessaire, sans jamais que ces bennes débordent.



### **5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés**

L'entreprise indique dans son P.P.S.P.S. les conditions d'enlèvement des déchets industriels spéciaux (produits et emballages) et indique le lieu de traitement (produits et procédures) Exemple : amiante, matériaux contaminés, produits chimiques, P.C.B. ...

Les déchets réputés dangereux doivent être évacués le plus rapidement possible. La procédure d'évacuation fera l'objet d'un accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et si nécessaire des autorités compétentes

### **5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise**

Sur simple constat le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre sans mise en demeure préalable peut faire procéder aux modifications des stockages ou des nettoyages qu'ils jugeraient nécessaires par une entreprise du chantier ou extérieure. Les frais résultants sont imputés aux entreprises défaillantes.

## 6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION

### Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

#### 6.1. Déclarations particulières

Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et notamment :

- DT à charge du maître d'ouvrage
- Application de la loi anti-endommagement
- D.I.C.T - DICT à faire systématiquement pour les entreprises avant les travaux préparatoires et le début des interventions des entreprises.
- Demandes d'arrêtés - Selon nécessités de chantier
- Autorisations concessionnaires - Ces déclarations sont à établir et à diffuser par toute entreprise (compris sous traitante) dès lors qu'elle réalise des travaux en sol et à proximité des réseaux aériens.

Ces déclarations sont à établir et à diffuser par toute entreprise (compris sous traitante) dès lors qu'elle réalise des travaux en sol et à proximité des réseaux aériens.

Les renseignements sont obtenus auprès de la maîtrise d'œuvre.

Les entreprises (notamment : Terrassement-VRD, espaces verts, gros œuvre . . .) établissent les déclarations d'intention de commencer les travaux (DICT) auprès des exploitants ou des concessionnaires concernés. Ces DICT accompagnées des réponses des exploitants ou des concessionnaires concernés sont présentées à la maîtrise d'oeuvre.

Les travaux ne peuvent commencer sur ordre de la maîtrise d'oeuvre que lorsque les recommandations, les mesures de prévention ou de sécurité ou les moyens de protection mentionnés dans les réponses aux DICT sont effectivement mis en œuvre, éventuellement en concertation avec les exploitants ou les concessionnaires concernés.

La réglementation anti-endommagement (AIPR) concerne autant les travaux en zone publiques que privées.

#### 6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération

Sans objet

#### 6.3. Risques par rapport à un chantier voisin

Le projet est situé dans un milieu médical /hospitalier qui restera en activité. Il y a beaucoup de résidents qui utilisent régulièrement les rues internes au site.

Respecter les horaires du site et les contraintes de services de l'établissement.

#### 6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure

- L'étude des modes opératoires tient compte du caractère de la production de l'établissement,
- Aucun stationnement, installation, stockage de quelque nature que ce soit ne sont tolérés sur la voie d'accès au site,
- Aucun stationnement, installation, stockage de quelque nature que ce soit ne sont tolérés en dehors de la clôture de chantier,
- La limitation de vitesse à l'intérieure doit être respecté (se rapprocher des services concernés de l'EHPAD .)
- Les bruits, poussières doivent être limités au minimum au vu des connaissances et techniques de mise en

oeuvres actuelles,

- Les salariés du chantier et livreurs passent automatiquement par le local accueil de l'établissement,
- La voie pompier doit rester libre en permanence,
- Les consignations et déconsignations de réseaux ne peuvent se faire qu'après avis du chef d'établissement du centre et des services de sécurité et de maintenance en place,
- Un permis de feu doit être établi pour chaque travail par point chaud,
- Les entreprises tiennent compte également de la présence d'autres intervenants sur le site, livreurs, entreprises de maintenances, gardiens, transports de fonds, etc . . .
- Les travaux de raccordements des fluides et ventilations sont exécutés en dehors des heures d'ouverture de l'établissement,
- permis de fouilles

## 6.5. Prévention incendie et explosion, Permis de feu

La prévention de l'incendie et explosion passe par la gestion des travaux par points chauds qui regroupent :

les opérations de retrait de matières ou de désassemblage d'équipements par découpage, meulage ou ébarbage

les opérations d'assemblage par soudures par exemple ou de mise en place ou retrait d'étanchéité en matériaux inflammables.

De manière générale, ceci comprend tous les travaux pouvant produire des étincelles ou pouvant engendrer des surfaces chaudes qui sont susceptibles d'engendrer des incendies par induction.

Les machines portatives tournantes (disqueuses, tronçonneuses, perceuses...) sont aussi concernées par les mesures de prévention.

Le permis de feu est prévu pour encadrer toutes les opérations susceptibles de générer des points chauds d'une manière générale. Lorsque des travaux par points chauds concernent un poste permanent (poste fixe de soudure par exemple), le permis de feu n'est pas nécessaire, la maîtrise des sources d'inflammation étant déjà effectuée dans l'évaluation des risques du poste de travail. (extrait document INRS).

La rédaction du permis de feu est obligatoire pour tous travaux par points chauds, que ces opérations soient réalisées par l'entreprise elle-même ou par une entreprise extérieure. Cette démarche s'intègre dans les procédures existantes (autorisation de travaux, plan de prévention, plan particulier sécurité protection de la santé (PPSPS)...) et fait partie intégrante des mesures de prévention issues de l'évaluation des risques de l'entreprise (document unique).

Le permis de feu doit être formalisé et expliqué. Chaque intervenant doit connaître les risques et les moyens à mettre en oeuvre pour les diminuer et s'engage à respecter les règles de l'intervention.

Nous demandons aux entreprises de se référer au document INRS ED6030 et notamment aux pages 11 à 14 définissant l'ensemble des démarches et comportant aussi un exemple de permis de feu.

## 6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages

Pour toute intervention sur des ouvrages en exploitation celles-ci sont régies sous plan de prévention.

## 6.7. Cas particulier

(Sans objet)

## 7. ORGANISATION DES SECOURS

Les consignes de sécurité et les numéros d'appel des services de secours doivent figurer sur le P.P.S.P.S. et être affichées.

### 7.1. Téléphone de secours

Le personnel présent sur le chantier doit disposer d'un téléphone de secours, pouvant être installé dans le bureau, **accessible en permanence par tous**.

Eventuellement, pour les petits chantiers où pour des zones de travail éloignées, un téléphone portable, **ouvert en permanence et en état de marche (correctement chargé)**. L'emplacement de la personne en disposant doit être connu de tous les ouvriers concernés.

### 7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)

Au moins 5% du personnel présent sur le chantier (avec un minimum de un), quelle que soit l'entreprise, doit être Sauveteur Secouriste du Travail (S.S.T.).

Les S.S.T. doivent avoir été formés ou recyclés depuis moins de 2 ans et ont obligatoirement, à l'arrière de leurs casques, un autocollant d'identification.

La liste des secouristes, à jour en permanence, est affichée près du téléphone défini ci-dessus.

Il en est de même pour la liste du matériel médical existant sur le chantier.

### 7.3. Travail isolé

Les entreprises prennent toutes les mesures nécessaires afin qu'un travailleur isolé puisse signaler toute situation de détresse et être secouru dans les meilleurs délais.

### 7.4. Procédure d'organisation des secours

Se conformer à la procédure . . .

### 7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident

Outre les déclarations réglementaires d'accident effectuées par l'entrepreneur, les accidents ou incidents sont signalés au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS.

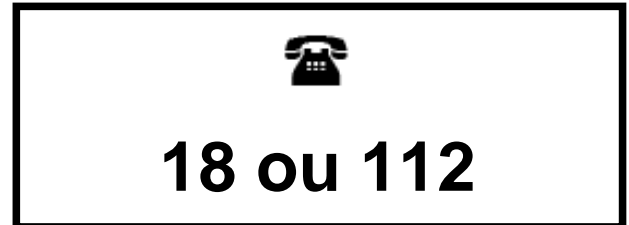
### 7.6. Point de rencontre secours

Sans objet

## 7.7. Modèle de fiche de secours

### **EN CAS D'ACCIDENT**

**Appelez les Pompiers**



et dites :

#### **1. ICI CHANTIER : Aménagement des unités UPAD et UHR du CH Jean Pagès à Luynes**

Adresse : 28 avenue du Clos Mignot 37230 LUYNES

#### **2. PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT :**

par exemple : Chute, éboulement, asphyxie...

LA POSITION DU BLESSE : Il est sur la terrasse, il est au sol ou dans une fouille ...

ET SI IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

#### **3. SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSE(S) ET LEUR ETAT**

Par exemple : Trois ouvriers blessés dont un qui saigne beaucoup et un qui ne parle pas.

#### **4. FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS.**

Envoyer quelqu'un à l'entrée du chantier pour guider les secours.

**NE JAMAIS RACCROCHER LE PREMIER**

## **ANNEXES AU P.G.C.**

### **Liste des pièces jointes au P.G.C.**

- Annexe\_Presence\_Silice
- Annexe\_Mise\_en\_place\_grues
- Ann03.2 Principe du PIC